

FM0|015|0014||

1984

# VOIX DES FEMMES

VOICE OF WOMEN



ORGANE OFFICIEL DE L'AFRICAN NATIONAL CONGRESS D'AFRIQUE DU SUD

SECTION FEMMES

TABLE DES MATIERES.

---

- Des flammes de liberté s'élèvent en Afrique du Sud.	1
- Commentaires du Ministre de l'Ordre public Louis Le Grange sur la révolution absolue.	3
- Le Gouvernement devrait entreprendre des pourparlers avec l'A.N.C. avant qu'il ne soit trop tard.	6
- Les opérations combinées de la police et de l'armée se multiplient.	8
- "Si vous passez, vous mourrez".	10
- Déstabilisation de l'Angola par Pretoria.	12
- Afrique australie.	13
- Lettre ouverte au gouvernement belge.	14

*NON AUX EXECUTIONS DU REGIME RACISTE D'APARTHEID!!!*

*NON AUX EXECUTIONS DU REGIME RACISTE D'APARTHEID!!!*

*NON AUX EXECUTIONS DU REGIME RACISTE D'APARTHEID!!!*

SAUVEZ LA VIE de trois militants de l'A.N.C. : Clarence PAYI, 20 ans  
Sipho XULU, 25 ans  
Benjamin MOLOISE, 28 ans.

SOYEZ NOMBREUX A ECRIRE, dès maintenant,

- au Président sud-africain P.W. BOTHA, Union Buildings, Pretoria 0001, Afrique du Sud, afin de réclamer la commutation de leur peine de mort;
- au Ministre belge des Relations Extérieures Léo TINDEMANS, 2, rue des Quatre Bras, 1000 Bruxelles, Belgique, pour lui demander d'intervenir au nom du gouvernement belge dans le but de sauver la vie de ces trois patriotes.

## DES FLAMMES DE LIBERTE S'ELEVENT EN AFRIQUE DU SUD.

---

Au cours des semaines qui ont suivi le massacre du "Sharpeville Day" à Uitenhage, l'A.N.C. a répété son appel au peuple pour rendre l'Afrique du Sud ingouvernable et l'apartheid impraticable.

Sa stratégie envisage une insurrection générale dans laquelle les groupes locaux combattent épaule contre épaule avec les groupes de guérilleros de l'A.N.C..

"Les événements dans notre pays évoluent à une vitesse étonnante", constate l'A.N.C.. "La poussée de la résistance populaire et l'affrontement actif ont atteint de nouveaux sommets. Le visage de notre pays est en train de changer sous nos propres yeux".

Une récente analyse de la lutte de libération publiée par le Comité exécutif national de l'A.N.C. à Lusaka le 25 avril, fait remarquer que la légitimité des structures officielles du régime a été en grande partie annihilée dans les banlieues noires. Ceux qui ont servi la cause du pouvoir blanc dans les conseils urbains ont été attaqués ou ont renoncé à leur poste.

Le nouveau Parlement tricaméral continue à être boudé; les Bantoustans rencontrent le mépris universel; des arrêts de travail bien organisés n'ont cessé de prouver la puissance du pouvoir des travailleurs; la police et les soldats noirs sont en train d'apprendre qu'ils n'ont aucune place dans la communauté; toutes les tentatives faites pour mater les étudiants ont échoué et, de plus en plus, les écoles et les universités deviennent les points chauds de la liberté.

"Les continuels affrontements de rue avec les forces armées ennemis prouvent que notre peuple, en nombre écrasant, désire non seulement un ordre nouveau dans notre pays, mais est prêt à sacrifier sa vie, si nécessaire, pour l'instaurer", dit le communiqué. "Ils manifestent ouvertement que l'A.N.C. est leur chef légitime et absolu sur le chemin du Pouvoir au Peuple...".

Les conditions pour un assaut révolutionnaire commencent à mûrir. Le régime en faillite et mourant est maintenu en vie par ceux qui portent les armes pour le défendre. Tous les essais tentés auprès de lui pour trouver des solutions alternatives ont échoué.

La modification des lois sur les relations sexuelles est la dernière manœuvre. C'est un geste pour aider les alliés extérieurs de l'apartheid à arrêter la montée de la vague internationale destinée à isoler complètement l'Afrique du Sud.

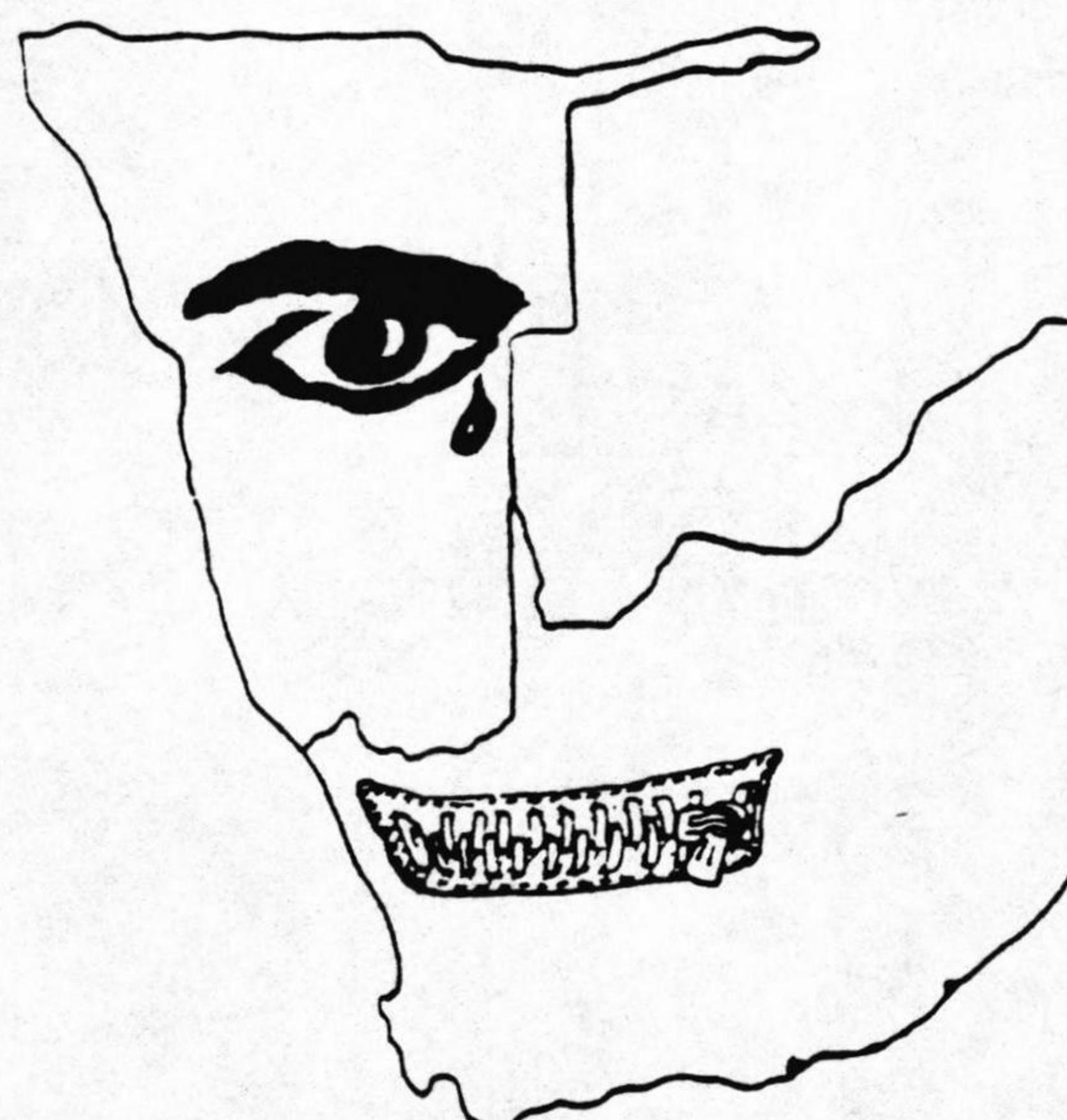
L'A.N.C. fait maintenant appel à tous ses partisans et membres pour organiser les conditions dans lesquelles le pouvoir du peuple pourra s'instaurer, en renforçant et en unifiant les mouvements syndicaux, et en combinant les arrêts de travail à l'échelon national avec une action générale des masses populaires.

Les conseils des fantoches du régime dans les banlieues noires doivent être remplacés par des comités populaires; les zones noires doivent devenir des zones non soumises à la police et au personnel armé; le peuple doit se préparer lui-même aux assauts du régime en développant des formes appropriées de tactique de combat.

Les conseillers noirs et les fonctionnaires qui ont servi la machine de l'apartheid devraient alors démissionner; les chômeurs noirs qui ont été enrôlés dans les forces armées devraient s'organiser secrètement pour diriger leurs fusils contre leurs maîtres; les conscrits blancs devraient renoncer au service.

Dans son appel, l'A.N.C. réclame aussi plus d'aide de la part de la minorité blanche, des organisations religieuses, culturelles, civiques et sportives, ainsi qu'un boycottage organisé des lois racistes et des actions dictées par l'apartheid.

En attendant, la présence clandestine et le commandement de l'A.N.C. doivent être consolidés en 1985, proclamé Année du Cadre, en tant que "guide indispensable de tout le processus révolutionnaire".  
(Anti-Apartheid News, Londres, juin 1985)



Dessin "RESISTER", N°38, juin-juillet  
1985.

**COMMENTAIRES DE LE GRANGE SUR LA REVOLUTION ABSOLUE.**

Les attaques du gouvernement contre le Front Démocratique Uni (UDF) ont réalisé hier une nouvelle escalade quand le Ministre de l'Ordre public, M. Louis Le Grange, a condamné l'organisation de manière cinglante devant la Chambre de l'Assemblée. Dans un exposé au début des délibérations relatives au vote sur l'ordre public, il a déclaré que l'UDF était à la tête des troubles en Afrique du Sud. C'est la troisième attaque importante faite contre l'UDF par M. Le Grange au cours des deux dernières semaines. Récemment, il a dit dans une réunion de la Sakekamer afrikaner qu'il fallait s'opposer aux tentatives de l'UDF d'organiser des protestations contre la tournée du club de rugby All Blacks. Il a encore critiqué violemment l'UDF la semaine dernière à la Chambre des Délégués.

Le Président de la République, M. P.W. Botha, a récemment attaqué l'UDF devant les trois Chambres du Parlement, prétendant que l'UDF était l'aile interne de l'Organisation interdite ANC et du Parti Communiste sud-africain (SACP). M. Le Grange a dressé la liste des principales "organisations de résistance en Afrique du Sud", comme l'alliance SACP/ANC" et des groupements "non-collaborateurs", comme l'UDF et ses affiliés, le National Forum Committee et les "syndicats radicaux". Selon le Ministre de l'Ordre public, la plupart des "actions de propagande ennemie" ont pour but de politiser et de mobiliser "le groupe-cible primaire", c'est-à-dire les Noirs urbanisés, mais la politisation a déjà gagné certaines zones rurales. L'UDF s'est proclamé opposé à la réforme constitutionnelle. En fait, cela signifie que les organisations qui lui sont affiliées s'emparent de problèmes sociaux spécifiques pour créer un climat de désobéissance civile, sachant bien que leur agitation provoquerait éventuellement des troubles, dit M. Le Grange. La tactique avouée de l'ANC est l'intensification de la lutte armée en Afrique du Sud, de manière à rendre le pays ingouvernable. Son objectif majeur est de mobiliser les masses et de les pousser à un soulèvement organisé - "en d'autres termes, à la révolution absolue".

L'UDF a aussi saisi toutes les occasions pour exploiter des griefs dans des buts politiques, comme l'augmentation de la GST (Gross Sales Tax), les augmentations générales des prix, les prix plus élevés des tickets de bus et la faiblesse de l'économie. M. Le Grange a déclaré que des troubles dans les provinces s'étaient étendus à certaines zones rurales en 1985. Il y a eu aussi des attaques directes contre la police, l'armée, les conseillers locaux, suivant la stratégie de l'ANC. La population noire a été encouragée par l'ANC, par l'intermédiaire de sa revue SECHABA et de sa Radio-Liberté à :

- Employer les armes traditionnelles pour "désarmer les oppresseurs de façon à ce que ces armes soient utilisables par les masses".
- Acheter et voler des armes.
- Eliminer les "agents de l'ennemi" comme la police, les informateurs et les conseillers locaux.
- Se rendre ingouvernable en tant que population.

Au cours des derniers mois, certains de ces objectifs ont été atteints :

- Depuis le 1er janvier, 72 maisons appartenant à des membres de la police ont été attaquées à East-Cape.
- Des personnes non identifiées ont tiré sur la police lors des émeutes de Crossroads.
- Des bombes à l'acide de fabrication artisanale ont été jetées sur la police.

Entre septembre 1984 et mars 1985, des dégâts ont été causés à des bâtiments pour 28 millions de rands et pour 12 millions de rands à des véhicules; 10.000 personnes ont été arrêtées à l'occasion des troubles. 216 Noirs et 1 Blanc ont été tués pendant les émeutes et 736 Noirs et 15 Blancs blessés; 4 agents de police sont morts et 181 ont été blessés. M. Le Grange en appelle à tous les gens de bon sens pour bien comprendre qu'on n'aura pas tout de suite les fonds nécessaires pour réparer les dégâts dans les zones noires. On doit combattre l'UDF et les autres organisations qui "essayent de rendre le pays ingouvernable". (The Star 30.4.85)

... M. Le Grange a déclaré qu'actuellement l'ANC porte toute son attention sur l'entraînement local de "terroristes" dans les zones rurales, ce qui va mettre cette organisation à même de provoquer les conditions rendant le pays ingouvernable grâce à l'aide de ces "terroristes" entraînés sur place et des activistes de l'UDF. "En même temps, la population locale, conformément à la théorie révolutionnaire classique, est encouragée à installer d'autres structures administratives. Un cours à ce sujet a tout de suite été proposé par des membres du Black Power au Wilgespruit Fellowship Centre". Des actions ont eu lieu récemment suivant les directives de l'ANC.... Les lignes téléphoniques ont été coupées à Fort Beaufort.... Depuis le 3 septembre, les troubles se sont aussi étendus au Cap oriental, à l'Etat libre d'Orange et au Transvaal occidental. Un aspect inquiétant de la situation est le fait que les troubles ne se sont pas limités aux grands centres mais se sont tout de suite étendus à des villes de province, spécialement dans le Cap oriental, la région du Karoo, le nord de l'Etat libre d'Orange et, dans une moindre mesure, dans le nord du Cap. (Citizen 30.4.85)

Interrogé sur le point de savoir s'il existait une preuve d'attaches entre l'ANC, l'UDF et le Parti Communiste, M. Le Grange a répondu qu' "il n'y avait aucun doute à ce sujet".... Comme on lui demandait pourquoi il avait déclaré au Parlement que l'incitation à la révolution était plus perfectionnée maintenant que dans le passé, M. Le Grange a expliqué que les excitateurs "étaient plus expérimentés" et

qu' "il était tout-à-fait évident qu'ils recevaient de bons conseils" sur la manière d'opérer.... Leurs méthodes attestent aussi un plus haut degré de perfectionnement, ce qui rend plus difficile la maîtrise d'une situation donnée en un laps de temps plus court". Désorganiser l'ordre social est un des principaux objectifs des instigateurs, mais "Je puis vous affirmer qu'en aucune manière, ils n'y ont réussi. Nous sommes décidés à ce que cela ne se passe pas en Afrique du Sud. L'ordre public sera maintenu". On a fait remarquer à M. Le Grange qu'il avait lui-même reconnu que la situation était grave et on lui a demandé si elle pouvait être maîtrisée seulement par l'action des forces de sécurité. Il a répondu : "Non, je ne le pense pas". Il estime que tous les leaders et les responsables de l'information doivent avoir entre eux le plus de rapports possibles pour déterminer les domaines où se posent des problèmes et en rechercher les solutions. Cependant, la police a un rôle important à jouer pour établir un climat plus serein dans lequel la négociation pourrait trouver place... (BBC Monitoring Report (Sapa) 3.5.85).



COLT CACHE DANS UN SOUTIEN GORGE : le sentiment d'insécurité monte chez les apôtres de l'apartheid, de même qu'une schizophrénie aigüe dont les conséquences pourraient être très dangereuses en favorisant l'escalade de la violence.

LE GOUVERNEMENT DEVRAIT ENTREPRENDRE DES POURPARLERS AVEC L'ANC AVANT QU'IL NE SOIT TROP TARD.

L'amélioration des conditions de vie de certains Noirs n'est pas le véritable reflet du changement fondamental de la politique nationale qui se concentre toujours sur la séparation, écrit Joyce Harris, Vice-présidente nationale du Black Sash.

Il est tout à fait extraordinaire que des gens qui se disent bien informés, soient persuadés que les conditions de vie se sont améliorées en Afrique du Sud, que le Gouvernement fait un bon travail et qu'il doit être soutenu dans ses "réformes".

Les exemples de ces changements positifs que l'on cite le plus fréquemment sont : les Noirs aux caisses des supermarchés, dans les hôtels et les restaurants, les syndicats noirs et l'apparente prospérité reflétée par des Noirs convenablement vêtus et roulant en voiture.

Certains cas existent. Mais les Noirs les plus favorisés ont amélioré leurs conditions de vie parce que leur contribution était nécessaire à l'économie du pays, situation qui n'est en rien imputable au Gouvernement. C'est la pression exercée par les ouvriers et les employés qui a déterminé la création des syndicats noirs et non pas la clairvoyance du Gouvernement.

En admettant la validité des changements et des améliorations qui sont clairement visibles, il faut cependant les examiner sous leur jour véritable. Le simple fait de leur existence ne prouve pas que le Gouvernement soit déterminé à réformer ou à changer sa politique. Ces améliorations sont les prémisses d'une pression à la fois inexorable et inévitable exercée dans le sens de transformations importantes, sans plus. Ils ne proviennent d'aucune modification fondamentale de la politique du Gouvernement qui continue à se concentrer sur la séparation avec toutes les discriminations inévitables qu'elle entraîne.

Le soulagement éprouvé par l'évidence d'une certaine amélioration semble aveugler les gens et leur faire oublier l'aggravation de la détérioration du sort de la majorité du peuple noir enfermé dans des homelands libres ou forcés. C'est là qu'ils sont contraints de rester avec leur famille dans des conditions de surpeuplement et de pauvreté qui frisent la famine, à moins qu'ils soient réquisitionnés dans le cadre de contrats annuels avec les commerçants et les industriels blancs.

Les restrictions de plus en plus sévères imposées à l'entrée des districts urbains obligent les gens à rester où ils sont, et les Blancs habitant les villes les écartent de leur esprit en constatant ces "améliorations".

L'avènement du courant politique de l'Afrikanervolkswag et de sa politique hystérique d'extrême droite, confèrent aux "nationalistes afrikaners" qui soutiennent le Premier Ministre, une auréole de respectabilité et de considération pour les droits de l'homme et pour sa liberté qu'ils n'ont pas gagnée et qu'ils ne méritent pas.

Leur politique reste implantée dans l'apartheid. Ils ont exaspéré l'ANC qui était à l'origine un organisme pacifique mais qui, tellement frustré par l'impossibilité de faire connaître ses besoins et ses désiderata, dut recourir à la violence.

Le désarroi constant du pays reflète cette réalité.

L'incapacité ou la mauvaise volonté du Gouvernement à satisfaire aux exigences raisonnables et justifiées des écoliers noirs mécontents des normes d'éducation leur étant offertes, a conduit à la révolte de Soweto en 1976 ; il semble bien que l'histoire soit en train de se répéter.

L'économie est dans le marasme, le rand n'a jamais été aussi bas, les taxes ont été augmentées d'une manière drastique afin de soutenir la politique du gouvernement et de satisfaire à ses besoins insatiables en matière de protection militaire contre les ennemis que sa propre idéologie a créés tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du pays.

La situation ne s'améliorera point par l'introduction d'une nouvelle constitution avec ses trois parlements, ses quatre cabinets, ses trois administrations nécessitant la construction de nouveaux bureaux, etc... nouvelles dépenses pour un gouvernement déjà mal en point. Et cette constitution ne bénéficie même pas du soutien de la majorité du peuple.

L'Afrique du Sud est en mauvaise posture sur le plan économique et politique. L'Accord de Nkomati, la Conférence de Lusaka, le voyage de P.W. Botha en Europe, constituent des camouflages utiles qui n'enlèvent rien au fait que les problèmes internes n'ont pas encore été résolus ni même formulés, si ce n'est dans les termes d'une politique gouvernementale inchangée. Si l'on attachait à ces problèmes l'importance qu'ils méritent vraiment, il devrait y avoir une réduction proportionnelle dans les dépenses imputées à la défense et non pas une augmentation des taxes.

Je ne vois pas grand chose qui puisse justifier l'euphorie d'une large partie de la population blanche, après le référendum et je crois que le Gouvernement a réussi au-delà de toute espérance, ses manœuvres trompeuses.

Les Noirs travaillant dans les banques et les supermarchés, les Noirs dinant au restaurant et ceux qui sont relativement plus prospères qu'ils ne l'étaient apparemment, sont comme "l'hirondelle qui ne fait pas le printemps".

Ce n'est qu'à partir du moment où le gouvernement consultera avec détermination toutes les couches de la population afin de mettre au point un régime qui puisse être accepté par tout le pays, que l'on pourra se réjouir ; le Gouvernement devrait entamer, dès à présent, les pourparlers avec l'ANC avant que la violence n'atteigne le point de non retour.

(Star, 22 mai 1984).

## LES OPERATIONS COMBINEES DE LA POLICE ET DE L'ARMEE SE MULTIPLIENT.

Une révélation surprenante provenant de la Force de Défense sud-africaine (SADF) dévoile que sur la seule période de trois mois, l'armée et la police, opérant conjointement, ont dressé 447 barrages routiers visant à contrôler l'infiltration en Afrique du Sud de guérillas et de terroristes hostiles au gouvernement en Afrique du Sud.

Ces check points (barrages routiers) ont été établis entre juillet 1944 et le 30 septembre 1944. Les chiffres de ces opérations de la police et de l'armée sont rarement communiqués.

Cette révélation a paru dans un article publié dans le Paratus, journal officiel de la SADF qui retraçait la longue histoire de la participation de l'armée dans les opérations de police, parant ainsi aux critiques adressées au gouvernement concernant l'utilisation des conscrits dans les opérations de police au cours des révoltes des villes noires et des violences survenues à la fin de l'année dernière.

L'article rapporte que les activités combinées de l'armée et de la police remontent au 22 mars 1922, alors que quatorze mille soldats de la Force Active ont été engagés pour réprimer une grève générale des mineurs blancs. L'armée fut à nouveau appelée pour assister la police contre la révolte des villes noires qui débuta à Sharpeville, dans les années soixante.

Les critiques formulées contre la participation de l'armée dans les mesures contre-révolutionnaires prises par la police l'an dernier, ont mis en lumière l'atmosphère de "guerre civile" que créait cette participation. Les autorités ont déclaré que les forces militaires n'avaient été utilisées que pour encercler les villes noires, alors que la police fouillait les habitations et interpellait les habitants. Certains journaux cependant, faisaient état de la part active prise par l'armée dans les opérations et dans le tir de bombes lacrymogènes et de balles en caoutchouc contre les résidents.

Un nouveau développement dans la fusion de l'armée et de la police est apparu lors de l'annonce surprenante de la nomination de Monsieur Adriaan J. Vlok, 47 ans, qui avait été nommé ministre-adjoint de la Défense au mois de septembre de l'an dernier, en qualité de numéro deux dans la hiérarchie de la police. Ce poste nouvellement créé de ministre-adjoint des Forces de l'Ordre a été ajouté aux responsabilités qu'il assumait déjà.

Le Président, Peter W. Botha, n'a donné aucun motif justifiant cette nomination, mais Monsieur Vlok a déclaré qu'il voyait là une opportunité de coordonner les deux départements.

Avec la longue carrière du Président Botha en tant que Ministre de la Défense (avant de devenir Premier Ministre et ensuite Président), la nomination du général Magnus Malan, chef des Forces de la Défense au poste de Ministre de la Défense, ainsi que les fortes influences militaires jouant au sein du Conseil de Sécurité d'Etat, ce nouveau lien formé par la nomination de Vlok, ne manqueront pas de susciter un plus grand malaise lié aux tendances militaristes du gouvernement.

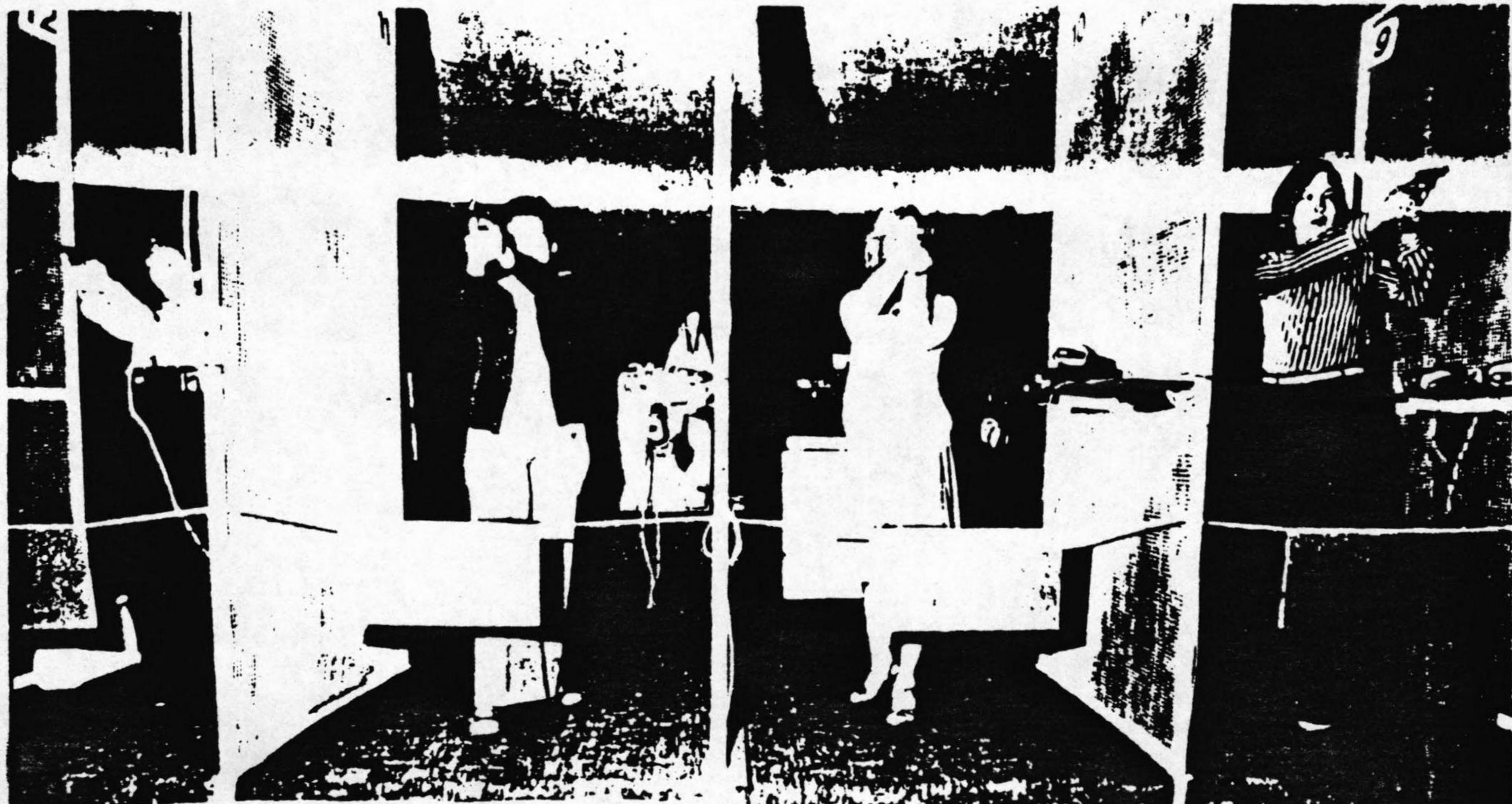
La présence des Ministres de la Défense et des Forces de l'Ordre ou de leurs représentants lors des négociations diplomatiques avec les pays voisins tel que le Mozambique, relations qui normalement dépendaient uniquement du Département des Affaires Etrangères, a déjà suscité pas mal d'inquiétudes.

Le nombre grandissant de check points sur les routes (à peu près cinq par jour) prouve la crainte du gouvernement quant à une action possible de la guérilla.

Note : Le Rand Daily Mail qui avait publié des allégations selon lesquelles les militaires auraient utilisé des gaz lacrymogènes et tiré sur la foule avec des balles en caoutchouc lors des funérailles d'une victime des violences perpétrées l'an dernier à Vosloorus, Boksburg, près de Johannesburg, est à l'heure actuelle "jugé" en secret par une commission d'enquête composée d'un militaire.

Après enquête, le Ministère de la Défense a nié énergiquement la participation de ses troupes. Il a exigé la rectification de ce qu'il décrit comme "un nombre d'erreurs de fait", mais le Mail refusa, contestant les "erreurs". Le Département de la Défense créa une commission d'enquête et convoqua les reporters du Daily Mail à paraître devant cette commission. Les débats sont en cours.

(Southern Africa Report, 18 janvier 1985).



DES FEMMES BLANCHES DE JOHANNESBURG apprennent à tirer.

**"SI VOUS PASSEZ VOUS MOURREZ" (\*)**

---

Dans un petit village appelé MAKGATHO, près de Petersbourg dans le Transvaal du Nord, les femmes étaient décidées à ne pas bouger. Après avoir rassemblé des houes, bêches, fourches, bâtons et autres instruments, elles ont formé une barrière à travers la route refusant le passage aux autorités en charge du déplacement. Elles leur ont dit : "Si vous passez vous mourrez".

Voici le genre de courage dont ont besoin toutes les femmes pour mettre en échec la politique génocide de déplacement forcé du régime. Dans ce numéro de "Voix des Femmes", nous étudions trois sortes différentes de déplacement forcé : les déplacements des "Enclaves noires", ceux des "Zones de regroupement" et le plan "KHAYELITSHA" dans le Cap Occidental.

. . .

Dès le début, lorsque l'on annonça que les habitants du village de MAKGATHO seraient déplacés, par force si nécessaire, à KROMHOEK, ils se rassembleront pour discuter de la marche à suivre. Certains choisiront de suivre leur chef, qui accepta de trahir son peuple et de coopérer avec les racistes. Ceux qui décidèrent de ne pas partir déclareront que la lutte n'était pas contre leurs frères, mais bien contre le régime qui, avec arrogance, réclamait 87% des terres pour son usage exclusif et déplaçait des millions d'Africains dans ce qu'il appelait des homelands.

D'abord, les femmes ne participèrent pas aux réunions à MAKGATHO ; elles parlèrent aux hommes qui ensuite élevèrent la voix pour elles dans ces réunions. Mais, après que les femmes se soient confrontées aux autorités racistes, elles décidèrent de parler pour elles-mêmes. Elles vinrent aux réunions et firent entendre leur voix.

Koornhof, finalement, reconnut la victoire des villageois de MAKGATHO, leur permit de rester et reconstruisit leurs maisons à moitié démolies. Il s'était rendu compte de leur détermination et craignait une confrontation ouverte. Et c'est ainsi que les villageois remportèrent la lutte.

Dans notre pays, MAKGATHO représente une de ces enclaves noires qui, d'après le régime d'apartheid, doit être supprimée afin que l'Afrique du Sud reste blanche comme lys, peu importe le prix en vies humaines et en souffrances.

---

(\*) Voix des Femmes, n° 4, 1984.

Au Natal, la région la plus menacée : 622.000 personnes environ, doivent faire face à des déplacements forcés. C'est le Transvaal qui est la deuxième région la plus menacée : 605.000 habitants. Plus de 10.000 villageois de Duncan, dans la Province du Cap Oriental, risquent d'être déplacés ainsi que les habitants de NGWALI et de Glenmore.

Dans la plupart des cas, ces enclaves noires sont des régions où nous avons pu nous accrocher à de petites parcelles de terre. Parfois, comme à NGWALI et à KWANGEMA, nous possédons toujours les titres de propriété de nos terres.

La Charte de la Liberté déclare que l'Afrique du Sud appartient à tous ceux qui vivent sur son sol : noirs ou blancs et que ses terres doivent être partagées par tous ceux qui les exploitent. C'est nous les femmes qui travaillons le sol de notre pays. Organisons-nous pour reprendre le patrimoine qui a été enlevé de force aux mains de nos ancêtres. Nous devons lutter pour garder les "enclaves noires". La terre nous appartient.

## DESTABILISATION DE L'ANGOLA PAR PRETORIA.

---

Mercredi, le Ministre de la Défense a publié un communiqué au sujet de la tentative de sabotage des installations pétrolières Malongo dans la province de CABINDA par un groupe de saboteurs sud-africains.

Voici le texte complet du communiqué : "L'Afrique du Sud raciste n'a pas renoncé à ses projets de déstabiliser la République populaire d'Angola; elle viole non seulement les règles du droit international mais aussi ses propres promesses par lesquelles elle s'engageait à tenter de normaliser la situation en Afrique australe.

En fait, le mardi 21 mai 1985 à 17h 30, une unité de sabotage sud-africaine a été surprise par une patrouille des FAPLA, au moment où elle tentait de détruire les installations pétrolières de Malongo dans la province de CABINDA.

Par suite de l'intervention rapide des Forces armées de l'Angola, deux soldats de l'armée sud-africaine ont été tués et un autre, aussi sud-africain, a été capturé. L'équipement militaire suivant a été saisi :

- un poste de radio ondes courtes "Sincal"
- deux postes de radio ondes ultra-courtes A 94
- un poste de radio de transmission
- un walkie-talkie
- trois pistolets 9 mm
- trois solides revolvers munis de silencieux
- seize mines de contact
- deux bombes incendiaires
- neuf sacs à dos
- dix cantines
- quatre paquets contenant divers explosifs de forte puissance
- une grande quantité de médicaments.

Comme on le constate, l'Afrique du Sud, tout en simulant le retrait de ses troupes du Sud de l'Angola, tente maintenant de nouvelles aventures militaires dans le Nord de notre pays, apportant ainsi un démenti à sa propagande. Mais elle s'est heurtée à la vigilance de notre peuple tout entier et de son aile armée, les FAPLA, prête à défendre courageusement notre indépendance". (ANGOP, 23.5.85)

## SOLIDARITE AVEC LES FEMMES ANGOLAISES.

---

Une délégation de l'Organisation des Femmes de l'Angola (OMA) a séjourné en Belgique du 26 au 30 mai à l'invitation des Femmes Prévoyantes Socialistes (FPS). Outre le programme organisé par les FPS, la délégation a eu également des entretiens avec les Socialistische Vooruitzinden Vrouwen et Vie Féminine. La délégation s'est rendue à Gand et à Charleroi où elle a été reçue à l'Hotel de Ville par le Bcurgmestre.

Une rencontre a été organisée par le Comité contre le colonialisme et l'apartheid entre l'OMA et les ONG qui appuient les efforts de développement et de reconstruction nationale de l'Angola.

**AFRIQUE AUSTRALE.****ZIMBABWE.**

Le Ministre de l'Information du Zimbabwe, M. Nathan SHAMUYARIRA a demandé hier à la communauté internationale d'accorder son appui à l'A.N.C. et à la lutte armée contre l'apartheid. Il a annoncé aux Hauts-Commissaires et aux fonctionnaires supérieurs de 49 pays du Commonwealth : "la révolution est en marche dans ce pays".

M. SHAMUYARIRA accuse l'Afrique du Sud de faire la guerre au Zimbabwe sur les ondes de la radio. Il a mentionné "Radio Vérité", "Radio Venda" et d'autres stations de radio clandestines opérant en Afrique du Sud dans le but de susciter du mécontentement dans les pays voisins de l'Afrique du Sud en répandant des informations déformées et tendancieuses au sujet de l'Afrique. En plus, une guerre de propagande se fait par la poste, au moyen de milliers de lettres postées en Afrique du Sud. Et il a accusé l'Afrique du Sud de faire pénétrer des groupes armés, des fournitures d'armes et des fonds destinés à aider les groupes de dissidents du Zimbabwe, en prévision des prochaines élections au Zimbabwe.

M. SHAMUYARIRA parlait ainsi à l'ouverture d'un séminaire organisé par le Secrétariat des médias du Commonwealth pour contre-carrer la "propagande de l'apartheid". (Sowetan, 21.5.85)

Les projets du Zimbabwe pour les programmes de radiodiffusion à destination de l'Afrique du Sud préparés par des Mouvements de libération ont été annoncés à Londres le 20 mai par le Ministre de l'Information du Zimbabwe...

M. Nathan SHAMUYARIRA a déclaré : "Nous avons averti les Sud-Africains que nous allions répondre de manière positive à leur agression par l'information" en installant un service extérieur de la corporation de radiodiffusion du Zimbabwe pour la prochaine année budgétaire.

La station pourra être captée par les masses d'Afrique du Sud et de Namibie et "servira de trait d'union entre elles et les peuples progressistes et les organisations qui les aident". Les programmes seront élaborés par les Mouvements de libération en Afrique du Sud. (BBC Monitoring Report (SAPA), 22.5.85)

LETTER OUVERTE AU GOUVERNEMENT.

---

Plus de vingt organisations politiques, syndicales et de paix et de développement ainsi que les Femmes Prévoyantes Socialistes, Vie Féminine et les Femmes Chrétiennes de Belgique, ont adressé une lettre ouverte au Premier Ministre, aux Ministres des Relations et du Commerce Extérieurs et aux Présidents des Partis gouvernementaux.

Cette lettre a été rendue publique au cours d'une conférence de presse organisée, le 7 juin 85, par le Comité contre le colonialisme et l'apartheid, à laquelle ont pris notamment part les députés L. Van Velthoven (SP), E. Glinne (PS) du Parlement européen, M. J. Gondry (Justice et Paix), M. M. Van Dommelen (NCOS), le Pasteur Lenders (Commission Eglise et Coopération au Développement), et Mme P. Pierson-Mathy représentant le Comité.

Une délégation représentatrice des organisations signataires a entamé une série de rencontres avec les Présidents des groupes politiques, tant du Sénat que de la Chambre, afin de sensibiliser les parlementaires aux problèmes des relations belgo-sud africaines.

Nous citons les extraits les plus importants de cette lettre :

... Evoquant la résistance massive à l'apartheid, et la terreur que font régner les forces policière et armée du régime d'apartheid dans les ghettos noirs qui a conduit à la mort, en quelques mois, de plusieurs centaines d'Africains, tués délibérément par le régime d'apartheid, la lettre interpelle le gouvernement en ces termes :

Quand donc les gouvernements occidentaux et le gouvernement belge estimeront-ils le nombre de victimes suffisant pour intervenir ?

Non pas pour s'indigner.

Il y a longtemps, trop longtemps que les gouvernements occidentaux et la Belgique se bornent à des condamnations de principe ou à des demi-mesures sans portée concrète qui ne privent en rien le régime d'apartheid de leur soutien diplomatique, économique, financier, indispensable à sa politique criminelle.

Mais pour agir !

Pour adopter des mesures qui s'imposent conformément à la Charte de l'ONU, pour isoler ce régime monstrueux et criminel et le forcer à entamer un dialogue avec les représentants authentiques du peuple sud-africain dont la plupart sont en prison, en exil ou dans la clandestinité.

Nous référant notamment aux Résolutions adoptées par le Parlement européen, le 18 avril 1985, et à la Résolution conjointe ACP-PE du 31 janvier 1985, qui condamnent cette violence et demandent la mise en oeuvre immédiate de sanctions économiques contre l'Afrique du Sud, les organisations signataires prient instamment le gouvernement belge, face aux tueries, aux arrestations et poursuites intentées contre les dirigeants de l'U.D.F., d'adopter sans tarder les mesures suivantes :

- Exiger le rappel de l'attaché militaire sud-africain en poste à Bruxelles;
- Adopter les mesures législatives ou réglementaires nécessaires en vue de la cessation de toute fourniture de produits pétroliers au régime d'apartheid ;
- Cesser de promouvoir le commerce et le tourisme avec l'Afrique du Sud et d'accorder la garantie du Ducroire aux opérations commerciales avec ce pays ;
- Décourager l'émigration vers l'Afrique du Sud et demander le rappel de l'Attaché d'immigration sud-africain en poste à Bruxelles.

Il s'agit de mesures minima mais dont l'adoption témoignerait au moins de la volonté réelle du gouvernement de contribuer à mettre fin à une situation explosive et criminelle.

# VOIX DES FEMMES



JUILLET 1985

PUBLIE PAR L'ANC (S.A.) - SECTION FEMMES  
IMPRIME PAR LE COMITE CONTRE LE COLONIALISME ET L'APARTHEID  
ET L'AIDE DES FEMMES CHRETIENNES DE BELGIQUE

Ed. resp. G. Motsepe - ANC - 9c, rue de Russie, 1060 BRUXELLES